



Sursis pour la Caserne Ardant-du-Picq à Saint-Avoid

La Caserne Ardant-du-Picq de Saint-Avoid a été dernièrement mise sous la protection du ministère de la culture. Le maire de la ville, André Wojciechowski, veut en effet détruire la quasi-totalité des dix bâtiments qui la composent pour réaliser un pôle de santé. Ce dernier comprend l'extension de la maison de retraite toute proche, le déménagement de la clinique Saint-Nabor, ainsi que la construction d'une autre maison de retraite, de logements pour séniors et d'un local associatif. Dans cette optique, la réhabilitation des bâtiments de la caserne reviendrait à quatre millions d'euros par bâtiment, ce qui est beaucoup trop cher pour la ville.



Bâtiments de la Caserne Ardant-du-Picq à Saint-Avoid (Crédits photo : Google Street View)

Afin de sauver de la destruction la dernière caserne et l'ultime témoignage de l'architecture Wilhelmiennne de la cité, une association a déposé une demande classement auprès du ministère de la culture. Ce dernier a fait stopper tout chantier sur le site pour que la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) fasse un état des lieux et dresse un inventaire de ce qui doit être préservé.

Située en face d'Hospitalor (voir : <http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2011/04/13/coupes-claires-a-hospitalor/>), la Caserne Ardant-du-Picq a été construite en 1896 et a été occupée par différentes armées. Ce patrimoine historique militaire assez unique constitue un ensemble homogène. Le site a été désaffecté en 1999, avant d'être dépollué sept ans plus tard.